

Pau, le 25 janvier 2023

ARRETE N° AP-2023-0016

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.412-9 et R.415-10 ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Considérant l'expérimentation de la mise en sens unique de l'avenue Péboué, impliquant une modification importante des flux de circulation ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le régime de priorité au carrefour giratoire formé par le boulevard de la Paix et l'avenue Alfred Nobel ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Du lundi 06 février 2023 au vendredi 03 mars 2023, tout conducteur abordant le carrefour à sens giratoire formé par le boulevard de la Paix et l'avenue Alfred Nobel, est tenu quel que soit le classement de la route qu'il s'apprête à quitter, de céder le passage aux usagers circulant sur la chaussée qui ceinture le carrefour à sens giratoire.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire dite «cédez le passage» par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 3 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, les feux tricolores réglementant le carrefour formé par le boulevard de la Paix et l'avenue Alfred Nobel sont désactivés.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.



Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire